

DIRECTION DES ROUTES ET DE L'AMENAGEMENT

DRASAFDUPE24_11

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu l'article L. 3211-1 et L. 3211-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection du président du conseil départemental du Morbihan,

Vu la délibération du conseil départemental du 17 mars 2023 chargeant le président du conseil départemental, pour la durée de son mandat, de décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas 12 ans,

Considérant la demande d'occupation précaire et révocable formulée par le **GAEC DU SCAHOUE**, groupement agricole d'exploitation en commun, représenté par Monsieur Stéphane LE CADRE et Monsieur Aurélien LE CADRE, cogérants, portant sur les parcelles ZB n° 150, 153 situées sur la commune de LA VRAIE CROIX,

Considérant qu'il y a lieu de conclure une convention fixant les principes et conditions de cette occupation précaire et révocable,

DECIDE :

Article 1 – De conclure une convention d'occupation précaire et révocable avec le **GAEC DU SCAHOUE**, représenté par Monsieur Stéphane LE CADRE et Monsieur Aurélien LE CADRE, telle que jointe en annexe.

Article 2 – M. le directeur général des services et M. le directeur des routes et de l'aménagement sont chargés de l'exécution de la présente décision qui fera l'objet d'une notification.

Vannes, le 25 juin 2024


Le président du Conseil départemental**David LAPPARTIENT**

- CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE ET REVOCABLE -**OBJET : RD 775 Convention d'occupation précaire et révocable****Commune de LA VRAIE CROIX (56500) - Lieux-dits Le Fozo et Bot Largouët**

Le(s) soussigné(s) :

Entre :

Le DEPARTEMENT DU MORBIHAN, dont le siège social se situe à (56009) VANNES, 2 rue de Saint Tropez CS 82400, immatriculé sous le SIREN n° 225 600 014 et représenté par **Monsieur David LAPPARTIENT**, président du Conseil départemental, agissant sur décision en date du, prise en vertu d'une délibération du Conseil Départemental en date du 17 mars 2023.

Ci- après dénommé « **le propriétaire** »,**Et :**

GAEC DU SCAHOUET, groupement agricole d'exploitation en commun, dont le siège se situe à LA VRAIE CROIX (56250) 16 Le Scahouet, identifié sous le numéro SIREN 984 205 112 et représenté par les cogérants, Monsieur **Aurélien LE CADRE** et Monsieur **Stéphane LE CADRE**, conformément aux statuts de ladite société constituée le 1^{er} février 2024.

Ci- après dénommé « **l'occupant** ».**IL EST CONVENU CE QUI SUIT****PREAMBULE**

Dans le cadre du projet de mise à 2X2 voies de la route départementale n°775 sur la section Le Croizo-Kergounioux, le département a acquis les parcelles cadastrées section ZB n°150 et 153, d'une contenance totale de 1ha 49a 97ca sise sur la commune de LA VRAIE CROIX, aux lieux-dits Le Fozo et Bot Largouët.

Article 1 – DESIGNATION ET DESTINATION DES LIEUX

Le propriétaire consent à titre précaire et révocable, à l'occupant, l'usage des parcelles suivantes ;

Commune de LA VRAIE CROIX (MORBIHAN),

Deux parcelles en nature de terre, et sol figurant au cadastre, savoir ;

Section	N°	Lieudit	Surface
ZB	150	Le Fozo	0 ha 95 a 27 ca
	153	Terres du Bot Largouet	0 ha 54 a 70 ca

L'ensemble représentant une superficie de **1 ha 49a 97ca**.

Les terrains objets de la présente convention, figurent sur le plan cadastral joint aux présentes.

L'occupant est expressément informé que ces terrains sont à destination agricole, par conséquent, il ne pourra en faire un autre usage, ni entreposer tous types de matériaux ou autres encombrants. Au regard de la précarité de l'occupation, aucune culture pérenne ne pourra être mise en place.

L'occupant a l'obligation de procéder si nécessaire à l'élagage des arbres situés sur lesdits terrains, lorsqu'ils sont en bordure d'une voie publique, de façon à assurer la sécurité des usagers de la voie ouverte à la circulation publique.

L'occupant a l'obligation de se conformer à la réglementation en vigueur relative à l'énandane, notamment à proximité des habitations.

Publié en ligne le 10/07/2024

L'occupant s'engage formellement à n'y réaliser aucun investissement ni aménagement d'aucune sorte.

Article 2 – REDEVANCE

La présente convention est consentie et acceptée **moyennant une redevance annuelle de SOIXANTE EUROS (60,00 €).**

Le montant de la redevance annuelle est établi de la manière suivante :
40 € x 1,4997 ha = 59,98 € arrondi à 60,00 €

Ce montant sera versé par l'occupant qui s'y oblige à la signature de la présente convention, puis à sa date anniversaire en cas de reconduction.

Article 3 – RESPONSABILITE ASSURANCE

L'occupant déclare avoir contracté toutes assurances utiles auprès de compagnies d'assurances notoirement solvables destinées à couvrir notamment le risque responsabilité civile, pour tous les dommages corporels ou matériels pouvant être causés soit à des tiers, soit du fait de l'immeuble, soit du fait ou de l'usage des aménagements ou des installations, soit du fait des préposés de l'Occupant.

Article 4 – DUREE

La présente convention est conclue **jusqu'au 31 décembre 2024.**
Elle se poursuivra ensuite annuellement par tacite reconduction, **ne pouvant excéder le 31 décembre 2032**, sans qu'il soit besoin d'une quelconque formalité de part et d'autre.

Article 5 – RESILIATION

S'agissant d'une occupation précaire, la présente convention pourra être dénoncée, à tout moment, par l'une ou l'autre des parties en respectant **un préavis de trois mois**. La dénonciation se fera par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de défaut de paiement de la somme annuelle et en cas de manquement à l'une des obligations l'occupant.

À l'expiration de l'occupation, l'occupant s'engage à restituer le terrain en bon état et le libèrera de tout ce qu'il aura pu y entreposer. Le propriétaire reprendra alors possession du terrain **sans être tenu au versement d'aucune indemnité à quelque titre que ce soit.**

Article 6 – SOUS LOCATION

L'occupant n'est pas autorisé à consentir une sous location ou de quelconques contrats pouvant grever le terrain. L'occupant n'aura pas le droit de chasse qui reste appartenir au propriétaire.

Article 7 – ETAT DES LIEUX

L'occupant prendra le bien dans l'état dans lequel il se trouve, tel qu'il s'entend et se comporte sans garantie de contenance et ce, même au cas où la différence en plus ou en moins excéderait un vingtième. L'occupant déclare bien les connaître.

Article 8 – REQUALIFICATION

L'occupant déclare être parfaitement informé que la présente convention, prise en application de l'article L.411-2 du code rural et de la pêche maritime, n'est soumise dans aucune de ses dispositions au statut

des baux ruraux. En conséquence, il reconnaît qu'il ne pourra être assuré d'aucune durée déterminée ni bénéficier d'aucun droit à renouvellement ou à indemnité.

Publié en ligne le 10/07/2024

Article 9 – LITIGE

Les parties conviennent de rechercher à l'amiable une solution à tout litige qui pourrait survenir du fait de la présente convention.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal compétent pour connaître des litiges qui pourraient s'élever entre les parties relevant de l'interprétation, de l'application ou de l'exécution de la présente convention.

Article 10 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites et de la notification de tous actes, il est fait élection de domicile des parties chacun en leurs sièges et adresses respectives.

Fait à Le
En deux originaux

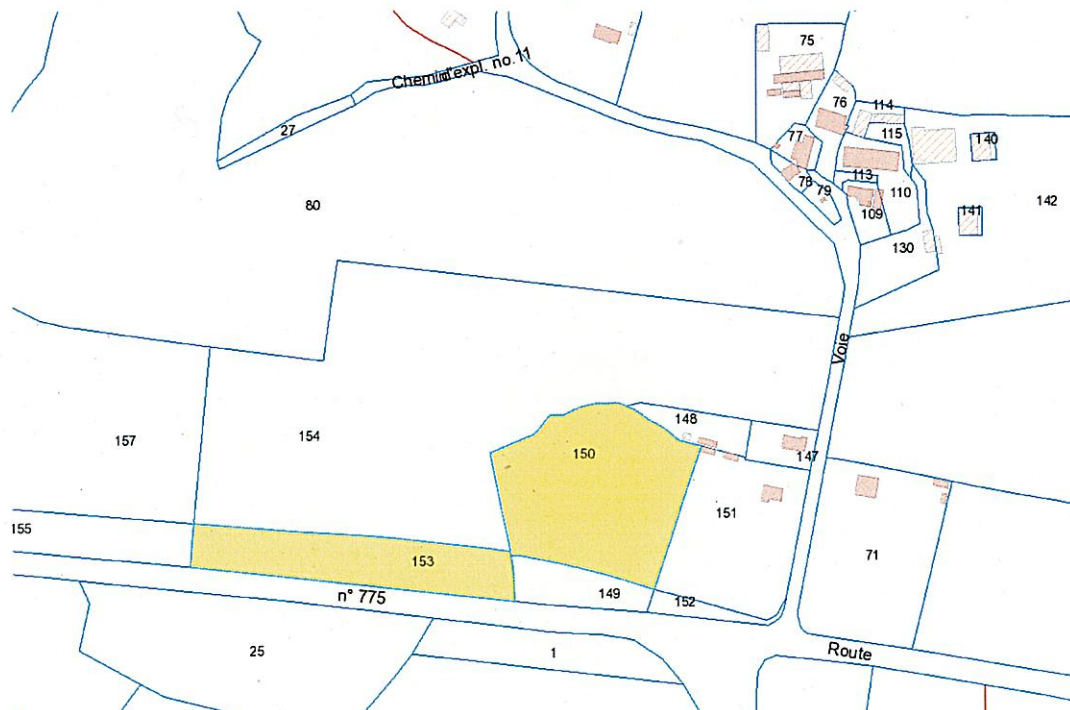
Pour le propriétaire

Le Président du Conseil départemental
Monsieur **David LAPPARTIENT**

Pour l'occupant,

LE GAEC DU SCAHOUE

représenté par
Monsieur **Aurélien LE CADRE** et
Monsieur **Stéphane LE CADRE**



Envoyé en préfecture le 10/07/2024

Reçu en préfecture le 10/07/2024

Publié le

ID : 056-225600014-20240625-SAFDUPE24_11-AR

Publié en ligne le 10/07/2024

